

Power Corp. continuera d'investir en Asie et dans les médias

MAURICE JANNARD

La haute direction de la société Power Corporation du Canada a indiqué clairement qu'elle poursuivra ses investissements dans le secteur des communications, de même qu'elle intensifiera sa présence en Asie et plus particulièrement en Chine.

Lors de l'assemblée annuelle des actionnaires, le président du conseil et chef de la direction, M. Paul Desmarais, a souligné que, pour investir à l'extérieur de l'Amérique, il faut avoir de bons partenaires. Il a vanté notamment le gouvernement de Singapour et le groupe Asian Infrastructure Fund (AIG).

« Leur participation est, à nos yeux, la confirmation que nos efforts en Asie sont considérés comme étant pertinents et prometteurs par des investisseurs qui connaissent bien cette région du monde », a dit le dirigeant.

Infrastructures routières, aménagements immobiliers, gisement aurifère, voitures de chemins de fer, hydro-électricité, les entreprises dans lesquelles Power Corp. a investi en Chine sont évaluées à 150 millions de dollars américains.

M. Desmarais a parlé longuement durant son discours de la question de l'unité canadienne pour réclamer un référendum avec une question claire le plus tôt possible.

« Le souci des véritables intérêts des Québécois commande que l'on mette fin sans délai à l'incertitude qui, depuis plus de trente ans, mine l'économie de Montréal, du Québec et du Canada. »

Questionné plus tard par les journalistes, ce dernier a dit que le moment

était peu propice à des investissements au Québec par sa société. « On hésiterait à investir au Québec tant que la question nationale n'est pas réglée », a-t-il affirmé.

En revanche, Power Corp. a porté ses intérêts dans le groupe de presse Southam à hauteur de 21,4 % et la valeur comptable de cet investissement est chiffrée à 236 millions \$ maintenant. Southam dépensera 55 millions à Montréal pour bâtir une nouvelle imprimerie qui publiera le quotidien *The Gazette*.

Il a été question également du dossier PowerDirectTV, entreprise de télévision par satellite. Le gouvernement fédéral a exigé que le CRTC modifie ses règles pour permettre à la filiale de Power Corp. de concurrencer un autre projet, celui la société ExpressVu.

« Nous avons bon espoir que PowerDirectTV sera bientôt en mesure de présenter sa requête de licence et que l'équité en matière d'accès à la transmission directe au foyer sera rétablie », a déclaré Paul Desmarais.

Devant les journalistes, il a rejeté les accusations de favoritisme à l'égard de sa compagnie. « Il est injuste et ridicule de dire qu'il y a un conflit d'intérêt parce que mon fils a marié la fille du premier ministre. »

M. André Desmarais, le président et chef de l'exploitation de Power Corporation, est le gendre de Jean Chrétien.

Lors de l'assemblée, M. André Desmarais a précisé que le bénéfice net de la compagnie s'est élevé à 51,6 millions pour le premier trimestre de 1995, une hausse de 12 % par rapport au résultat de la même période de l'an dernier.

Pour toute l'année 1994, Power Corp.



MM. Paul Desmarais, président du conseil et chef de la direction de Power Corporation du Canada, et ses fils Paul Jr., vice-président, et André, président et chef de l'exploitation, à leur arrivée, hier, à l'assemblée annuelle des actionnaires de la société.

a réalisé un profit de 186 millions par rapport à 150 millions l'année précédente. Le revenu total de l'entreprise s'est établi à 6,9 milliards.

La principale filiale de l'entreprise montréalaise est la Corporation Finan-

cière Power qui détient elle-même deux actifs majeurs, la compagnie d'assurance Great-West et le Groupe Investors.

Un troisième investissement de la Financière Power se trouve en Europe dans le groupe Pargesa qui détient des intérêts notamment dans Petrofina.

Dans le secteur des communications, Power Corp. possède deux autres filiales, Gesca et Power Diffusion.

La première est l'unique propriétaire du quotidien *La Presse* ainsi que de trois autres quotidiens et plusieurs hebdomadaires au Québec.

Diffusion Power exploite 17 postes de radio et trois postes de télévision au Québec et en Ontario.

Gesca et Diffusion Power ont réalisé en 1994 un bénéfice net de 6 millions. « La poursuite des efforts d'encadrement des dépenses et la hausse des recettes de publicité ont permis à ces deux sociétés d'améliorer leur bénéfice combiné en 1994 », a affirmé hier M. André Desmarais.

La direction s'attendait à ce que la hausse du prix du papier journal affecte le profit de Gesca en 1995 et cela s'est produit effectivement.

La compagnie a indiqué hier que le bénéfice combiné de Gesca et de Power Diffusion a diminué au premier trimestre de 1995 par rapport à celui de l'an dernier.

Le rapport annuel de l'entreprise mentionne que Gesca et Power Diffusion ont versé un dividende de 33 millions en 1994, attribuable à un dividende extraordinaire.

Interrogé là-dessus, M. Paul Desmarais a répondu : « Gesca n'a pas versé de dividende depuis 15 ans. Gesca n'a pas de dette. L'investissement a fructifié. C'est notre argent ! »

Se félicitant de la performance de la compagnie l'an passé, son président a dit devant les actionnaires qu'en 1995 « tout laisse penser qu'au total les résultats financiers permettront à Power Corporation de connaître une autre bonne année. »

Le huard retombe sous la barre des 74 cents

VALÉRIE BEAUREGARD

Le huard cotait 73,96 cents hier, en fin d'après-midi, en baisse de 0,08 cent, étant revenue de sa petite excursion au-dessus de la barre des 74 cents US.

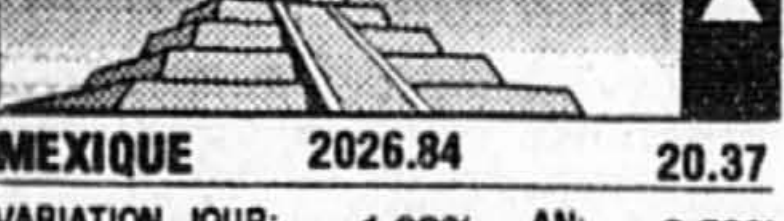
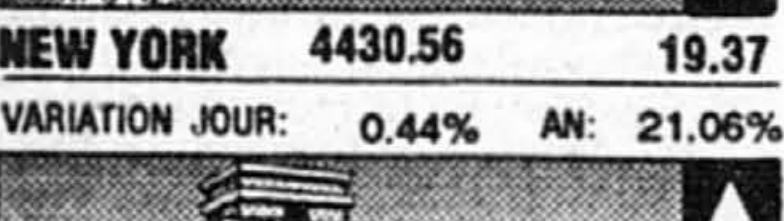
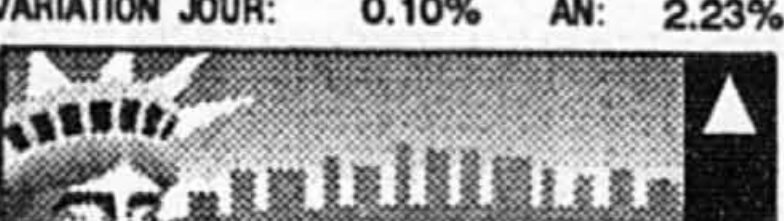
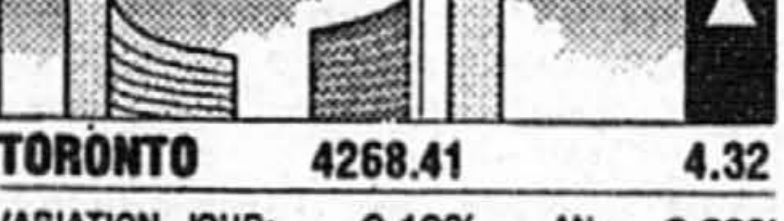
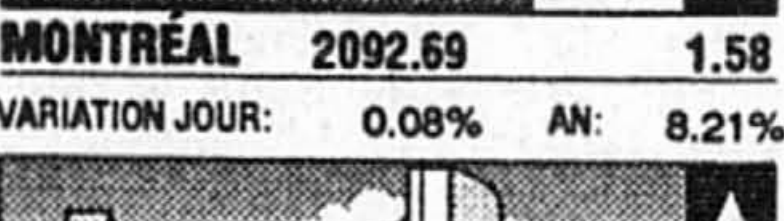
La marque de 74 cents n'avait pas été franchie depuis un bon moment. Il faut en effet remonter à octobre dernier pour retrouver un dollar aussi fringant.

La devise canadienne peut remercier sa voisine américaine pour ce regain soudain d'énergie. Le petit dollar canadien se trouve entraîné dans le sillon du puissant dollar de l'Oncle Sam. Notre dollar s'affermirait également envers les devises européennes. (Un dollar vaut 3,73 francs environ). Il devrait continuer sa montée aussi longtemps que durera la poussée du billet vert américain.

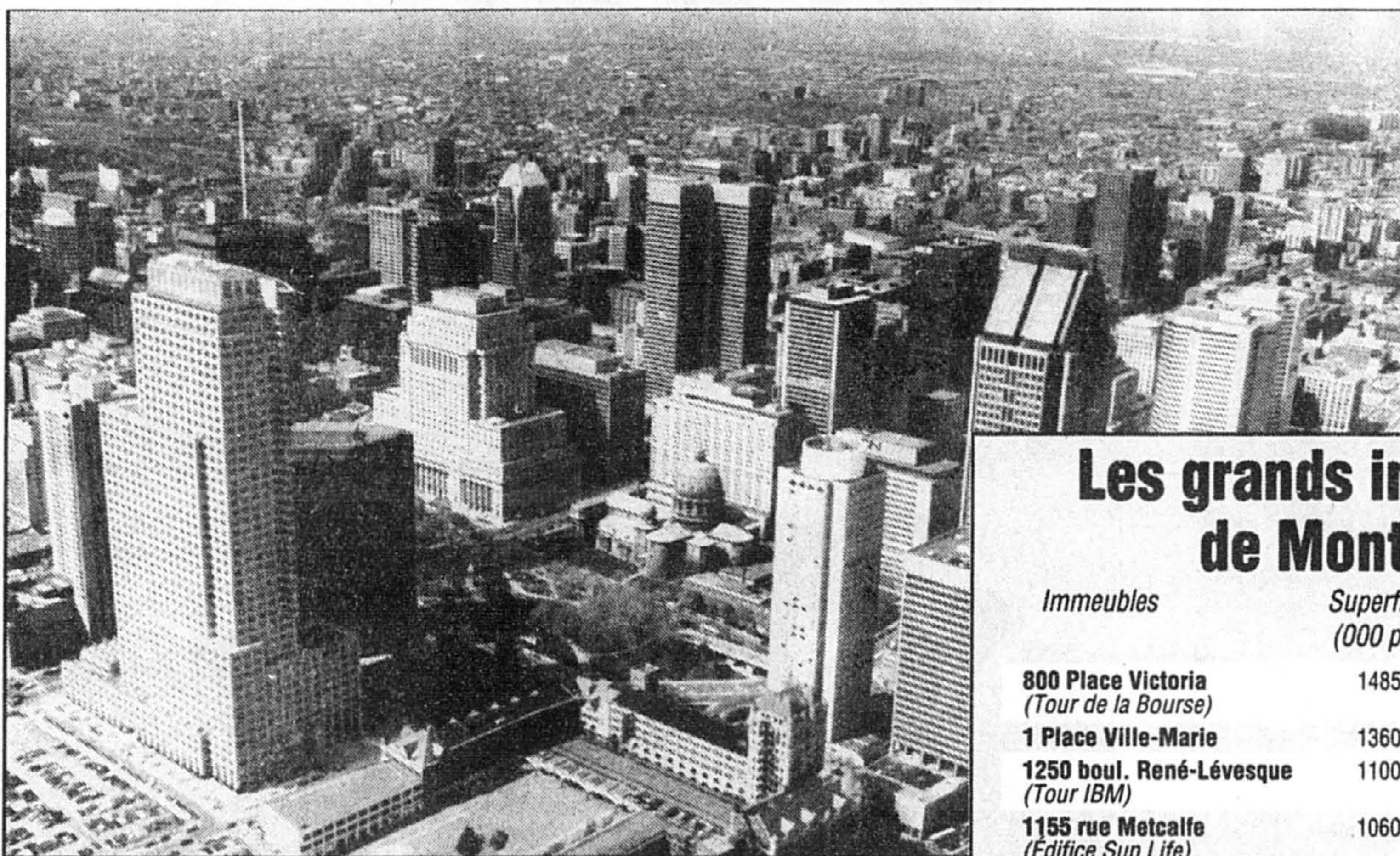
Celui-ci continuait à prendre des forces hier. En cours de journée il a même traversé des plateaux de résistance à 1,4500 Deutsche marks et 87,00 yens.

Pendant ce temps, le marché obligataire américain était écorché par un indice des prix à la consommation pour avril, pour l'ensemble des composantes, plus élevé que prévu, un signe que les pressions sur les prix s'intensifient chez nos voisins du Sud. La progression mensuelle atteint 0,4 % contre 0,2 % en mars.

INDICES



Les grands proprios



L'hécatombe des grands promoteurs a épargné en grande partie le Québec. C'est pourquoi on retrouve encore au centre-ville de Montréal plusieurs promoteurs derrière les immeubles les plus prestigieux, tels que la Place Ville-Marie (Trizec) et le 1250 René-Lévesque (Marathon).

Les grands immeubles de Montréal

Immeubles	Superficie (000 pi ²)	Principal propriétaire-gérant
800 Place Victoria (Tour de la Bourse)	1485	Cadim-Magil Laurentienne
1 Place Ville-Marie	1360	Trizec
1250 boul. René-Lévesque (Tour IBM)	1100	Marathon
1155 rue Metcalfe (Edifice Sun Life)	1060	Sun Life
1000 rue de La Gauchetière	1050	BCE (Brookfield)
800 boul. de Maisonneuve (Place Dupuis)	752	SITQ
1981 av. McGill College (Tour BNP)	654	SITQ
800 boul. René-Lévesque	606	Polaris
500 rue Sherbrooke Ouest	590	SITQ
1100 boul. René-Lévesque	578	Marathon
1155 boul. René-Lévesque (Tour CIBC)	571	CIBC
630 boul. René-Lévesque (Tour Trust Royal)	567	Canderel
2020 rue University	532	Trizec
500 Place d'Armes	512	Trizec
600 boul. de Maisonneuve (Maison Les Coopérants)	500	OMERS Corporation Première Québec

Infographie La Presse

Exit les promoteurs, vivement les zinzins !

RICHARD DUPAUL

La déconfiture des Campeau Corporation, Olympia & York (O&Y) et, plus récemment, Bramalea, en plus des chutes quasi fatales subies dernièrement par Trizec et Cadillac Fairview, provoquent une restructuration en profondeur de l'industrie immobilière.

Les promoteurs excentriques, milliardaires et casse-cou comme Robert Campeau, Paul Reichmann ou les Bronfman (Peter et Edward), de Toronto, ont tiré leur révérence à la faveur d'un groupe d'acteurs plus impersonnels et moins aventuriers.

Dans le club sélect des grands propriétaires au Canada, on compte de plus en plus des compagnies d'assurance, des caisses de retraite, des institutions bancaires, même s'il reste encore plusieurs importants promoteurs actifs, particulièrement au Québec.

Ensemble, les « zinzins », l'expression utilisée en France pour décrire les investisseurs institutionnels, ont accumulé un portefeuille immobilier colossal évalué à plus de 20 milliards au Canada, soit le double de sa valeur à la fin des années 80, au plus fort du boom immobilier.

« Les immeubles que possédaient jadis les Campeau, O&Y et Bramalea ont été repris en bonne partie par les institutions ou sont en voie de l'être. Bien que plusieurs propriétés continuent de passer d'un portefeuille à l'autre, ces gens sont désormais les grands propriétaires d'immeubles à bureaux et de centres commerciaux », affirme M. Robert Poirier, vice-président services commerciaux chez Royal LePage.

Au centre-ville de Toronto, par exemple, les nouveaux proprios ont pour noms la CIBC, Standard Life, Sun Life, TEACHERS, OMERS... ainsi que quelques fonds spéculatifs américains (les vulture

fonds). D'ailleurs, « les Américains sont également très actifs à Montréal, où ils reniflent un peu partout à la recherche de bonnes occasions », affirme M. Germain Mathieu, président de SITQ Immobilier, l'une des filiales du groupe immobilier de la Caisse d'épargne et placement du Québec, qui fait désormais partie des joueurs dominants de l'industrie.

L'hécatombe des grands promoteurs a épargné en grande partie le Québec, où les O&Y, Campeau ou Bramalea avaient relativement peu de propriétés, explique M. Luc Desjarlais, président de la firme de consultants Desjarlais, Prevost & Associés.

C'est pourquoi on retrouve encore au centre-ville de Montréal plusieurs promoteurs derrière les immeubles les plus prestigieux, tels que la Place Ville-Marie (Trizec) et le 1250 René Lévesque (Marathon).

En fait, l'un des seuls gros promoteurs québécois ayant déclaré forfait ces dernières années est la société Belcourt, dont l'actif a été repris en grande partie par des intérêts américains (GE Capital et Goldman Sachs).

Assureurs

Souteneurs fidèles des Reichmann, Campeau et autres, les compagnies d'assurance se sont retrouvées, bien malgré elle, avec un important portefeuille immobilier après la faillite de leurs protégés.

La valeur comptable des immeubles de l'ensemble des assureurs canadiens a doublé de 1987 à 1994 pour atteindre près de 11 milliards, selon les données de la Banque du Canada. La cueillette a été tellement abondante que certains, comme les Coopérants et la Confederation-Vie, en ont fait une indigestion fatale.

Mais plusieurs persistent et profitent du vide laissé par les promoteurs pour étendre leur emprise. La Standard Life, considérée par les experts comme l'un des joueurs les plus conservateurs mais les plus performants dans le milieu de l'assurance avec la Sun Life, est l'un de ceux qui ont été fort actifs ces dernières années.

« L'immobilier est très important pour nous. Nous gérons cette activité comme si c'était notre mission principale », dit M. Dale Worrell, directeur des services immobiliers.

Le portefeuille immobilier de Standard Life est passé de 9 millions de pi² (88 propriétés), en 1993, à 14,2 millions de pi² (160 propriétés) l'an dernier. Le gros de cette croissance découle de la reprise d'immeubles, dont le 2100 Drummond dans la faille des Coopérants, confirme M. Worrell.

Toutefois, plusieurs compagnies d'assurance, tout comme les banques à chartes, se retrouvent avec une foule de propriétés à moitié vides et plus ou moins rentables. C'est pourquoi plusieurs d'entre elles sont « surtout vendeurs » ces jours-ci, précise M. Desjarlais.

M. Worrell reconnaît que, malgré un portefeuille performant, Standard Life devrait faire « quelques ventes sélectives » durant les prochaines années pour alléger son fardeau.

SUITE À LA PAGE F 2

La restructuration est loin d'être terminée...

SUITE DE LA PAGE F 1

Avec un taux de vacance élevé, soit plus 17 % dans les immeubles à bureaux au centre-ville de Montréal, le problème est de trouver des acquéreurs prêts à payer un prix convenable.

Parmi les rares acheteurs ces jours-ci, les caisses de retraite ont réalisé une percée spectaculaire dans le secteur immobilier qui coïncide avec la déroute des grands promoteurs.

L'actif immobilier des caisses canadiennes, qui comprend notamment la Caisse de dépôt (par le biais de ses filiales SITQ, Cadim et Ivanhoe), a plus que doublé depuis 1988, passant de près de 4 milliards à 10,6 milliards au milieu de 1994.

« On est acheteur. Mais on n'arrive pas à trouver de bonnes propriétés à prix raisonnable », affirme M. Mathieu, de la SITQ, une société contrôlée par plusieurs caisses de retraite privées et publiques. La Caisse y

détient une participation de 53 %.

La SITQ est devenue le plus important propriétaire d'immeubles au centre-ville de Montréal, devançant les Trizec et Marathon, avec un portefeuille de 14 millions de pi² qui comprend la Place Dupuis, une bonne part des propriétés de l'avenue McGill College (dont la Tour BNP) et autres immeubles de prestige.

L'institution a constitué le gros de son portefeuille, évalué à près de 900 millions de dollars, durant les années 80 lors du boom immobilier et du démantèlement de Steinberg (Ivanhoe). Elle a également amassé au passage quelques centres commerciaux de feu-Campeau Corp. dans la région du Saguenay-Lac Saint-Jean.

Deux autres caisses de retraite sont aussi fort actives par les temps qui courent. Absent il y a dix ans dans le secteur immobilier, le fonds de pension des professeurs de l'Ontario TEACHERS a quadruplé son porte-

feuille immobilier depuis trois ans à plus de 700 millions. Récemment, la société et son partenaire américain Blackstone remportaient une énorme victoire contre le tandem SITQ-Cambridge en mettant la main sur le contrôle de Cadillac Fairview (C-F).

En faisant accepter son plan de relance pour sauver C-F, alors au bord de la faillite, TEACHERS-Blackstone ont obtenu une participation de 31 % dans C-F — propriétaire de plusieurs immeubles au Canada et aux États-Unis dont des centres commerciaux dans la région de Montréal (Promenades Saint-Bruno, Galeries d'Anjou, etc.).

Quant à Trizec, l'un des plus importants promoteurs en Amérique du Nord avec plus de 80 centres commerciaux et immeubles, dont la Place Ville-Marie et le 2020 Université, il a été sauvé de la banqueroute l'an dernier par un groupe formé du holding torontois Horsham et des intérêts financiers américains (J.P. Morgan et le groupe

O'Connor). Une autre caisse ontarienne, OMERS, un fonds de retraite de fonctionnaires municipaux, a pour sa part doublé son portefeuille depuis 1992. Le groupe, qui détient plusieurs immeubles au centre-ville de Toronto (Tour Canada Trust, One Financial Place), est de plus en plus présent au Québec.

L'an dernier, OMERS a mis la main sur la Place Laurier, à Québec. De plus, on négocierait actuellement le rachat de la totalité de la maison Les Coopérants, selon de bonnes sources. OMERS détient déjà le tiers de l'immeuble, les autres partenaires étant First Québec et le groupe Westcliff entre autres.

Selon M. Poirier, il est clair que la restructuration dans l'industrie immobilière n'est pas terminée. « Il y aura d'autres faillites. D'autres regroupements. D'autres rachats. Et les institutions financières continueront à étendre leur emprise. C'est loin d'être fini. »

Faute de projets, les promoteurs se rabattent sur la gestion d'immeubles

RICHARD DUPAUL

■ Ébranlés par le krach immobilier, les promoteurs ont dû s'adapter aux nouvelles réalités du marché en adoptant de nouvelles approches.

Comme il est à peu près impensable de lancer de nouveaux projets ces jours-ci, surtout à Montréal, les promoteurs immobiliers se consacrent de plus en plus à la gestion d'immeubles, affirme M. Guy Knowles, vice-président opérations de la société immobilière Marathon, une filiale du Canadien Pacifique.

« Il faut penser à long terme, puisqu'il n'y a plus tellement de développement à faire. Tous les

promoteurs devront attendre une reprise de la demande avant d'entreprendre de nouveaux projets », dit-il.

Les récentes recherches de Royal LePage indiquent que 17,8 % des 79 millions de pi² de locaux pour bureaux dans le Grand Montréal sont vacants — un taux qui n'a presque pas bougé depuis deux ans. L'absorption prévue pour 1995 (environ 450 000 pi²) devrait faire baisser le taux d'innoculation à 17,5 %, mais pas beaucoup plus.

« Il faudra attendre à la fin du siècle, au plus tôt, avant de retrouver un niveau d'équilibre, soit un taux de vacance de 9 à 11 % », affirme M. Robert Poirier, vice-président et directeur des ventes de Royal LePage. L'un des seuls projets de tour à bureaux en cours à Montréal à l'heure actuelle est le nouveau siège social de l'OACI, en face de la Tour de la Bourse.

La Caisse de dépôt et placement a déjà choisi de se tourner vers l'extérieur pour assurer sa croissance dans l'immobilier. La SITQ entend porter de 1 à 30 % la part étrangère de son portefeuille au cours des prochaines années, dit son président, M. Germain Mathieu. « En Europe, la reprise ne fait que commencer. Le potentiel d'appréciation des immeubles est donc plus grand », explique le pdg. À la fin de 1994, la SITQ a fait deux acquisitions en Europe, une en Belgique et l'autre au Royaume-Uni.

Mais la restructuration dans le secteur immobilier au Canada a été très dure pour les employés, poursuit M. Knowles. « Des milliers d'emplois ont disparu chez les promoteurs. Et plusieurs employés qui demeurent dans le milieu songent à quitter », dit-il.

Toutefois, il restera toujours de la place pour les promoteurs. Des individus comme Robert Campeau ou Paul Reichmann sont des « visionnaires », affirme M. Knowles. « Dans l'immeuble, il faut de la vision. C'est l'affaire des individus, et non des institutions. Actuellement, on est dans le creux du cycle. Mais les beaux jours vont revenir », de conclure le responsable.

Reprise craintive au Japon

Reuter

TOKYO

■ L'économie du Japon continue de se reprendre progressivement mais les craintes que les turbulences récentes sur les marchés des changes ne l'ait affectée perdurent, estime l'Agence de planification économique (EPA) dans son dernier rapport mensuel.

« L'économie est sur la voie d'une reprise modérée avec des ajustements en cours des investissements industriels. Mais des inquiétudes persistent que des facteurs, tels que les récents mouvements des devises, auront un effet défavorable sur l'économie », écrit l'EPA.

La hausse du yen des dernières semaines a affecté le sentiment des entreprises, notamment des petites et des moyennes, a déclaré un responsable de l'EPA aux journalistes.

« Les non-manufacturières comme les manufacturières sont devenues pessimistes sur l'avenir de leurs activités », a-t-il ajouté.

La consommation privée reste faible, bien que la tendance reste à la hausse, poursuit le rapport.

« En février, comme en janvier, le séisme a encore eu une influence négative sur les dépenses de consommation », remarque l'EPA.

En février, les dépenses de consommation ont baissé de 2,7 % sur un an en termes réels, après un recul de 4,2 % en janvier.

Cependant, la faiblesse de la consommation est partiellement compensée par la croissance soutenue de la production industrielle, a remarqué le responsable.

La production industrielle a augmenté pour le deuxième mois consécutif en mars. Les données provisoires montrent une progression de 2,1 % de la production nationale au mois de mars, après une hausse de 2,3 % en février.

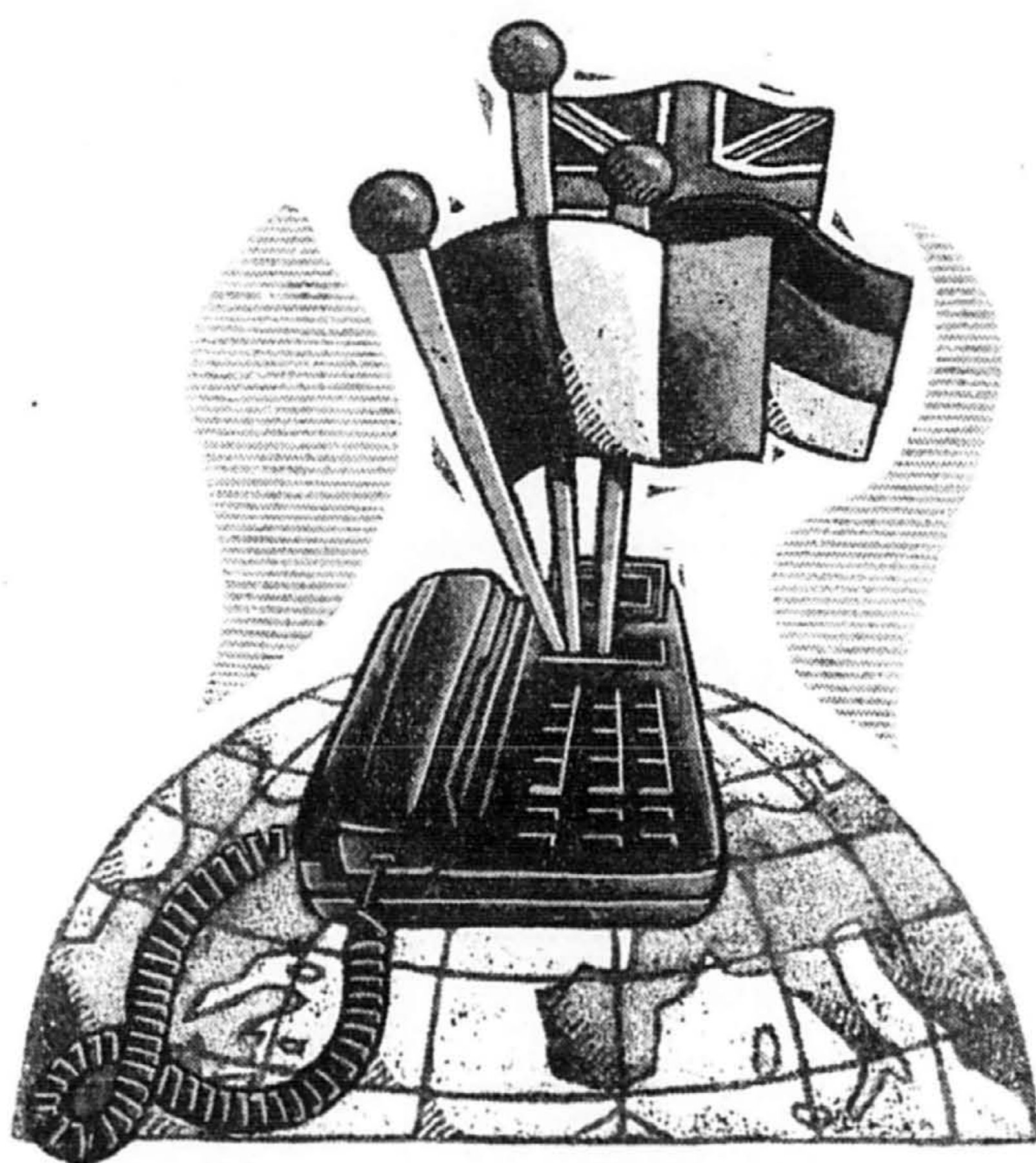
S'agissant des investissements industriels, des signes démontrent qu'ils ont cessé de décroître, a poursuivi le responsable.

La situation du marché du travail est toujours délicate, sans amélioration du rapport offre / demande d'emplois, remarque l'EPA.

Commentant le rapport mensuel de l'EPA, le ministre de la Planification, Masahiko Komura, a dit que le sentiment du gouvernement sur l'économie japonaise n'avait pas changé depuis le mois d'avril.

Du 15
au 28 mai

Jusqu'à **25%** de rabais
sur vos *relations*
internationales.



Du 15 au 28 mai, vos relations d'affaires à l'étranger vous font économiser. Pour un temps limité, vous profitez automatiquement et en tout temps de notre tarif interurbain le plus bas sur tous vos appels vers n'importe quelle destination à travers le monde, sauf au Canada et aux États-Unis. Vous pourriez donc épargner jusqu'à 25 %, comparé aux tarifs ordinaires des appels internationaux, en plus des économies substantielles que vous offrent déjà les plans *Avantage^{MC}* de Bell.

Si vous avez choisi un autre fournisseur d'interurbain que Bell, appelez-nous pour savoir comment profiter de cette offre.

1 800 978-BELL



Québec n'est pas prêt à verser 125 millions pour agrandir le Palais des Congrès

RUDY LE COURS

La décision ne doit plus tarder mais il semble bien que Québec soit loin d'être disposé à dégorger les quelque 125 millions de dollars nécessaires à l'agrandissement du Palais des congrès de Montréal.

Au cours d'une entrevue à *La Presse*, la ministre déléguée au Tourisme Rita Dionne-Marsolais a rappelé que l'étude de faisabilité commandée à la direction du Palais doit lui être remise à la fin du mois. Après, dit-elle, si le gouvernement juge à-propos d'agrandir, on pourra aller de l'avant tout en envisageant « d'autres façons de financer » que celle qui consiste à se fier uniquement à l'État.

Le secteur privé et la communauté urbaine de Toronto financent à plus de 95 % l'office du tourisme et des congrès de la Ville Reine. Ici, c'est à peine 75 %. Il faudra désormais compter davantage sur le milieu, austerité budgétaire oblige.

La ministre reconnaît que le prochain centre des congrès de la Vieille Capitale représente une concurrence potentielle pour les installations montréalaises. Québec doit contribuer moitié-moitié avec Ottawa à la construction du palais québécois dans le cadre du programme fédéral d'infrastructures.

Ottawa et Québec se sont entendus sous l'ancien gouvernement, rappelle la ministre déléguée, et l'administration en place n'a eu d'autre choix que de réviser les plans dans la mesure où les travaux avaient été amorcés avant même que des études de faisabilité concluantes n'aient été menées à terme.

Mme Dionne-Marsolais croit néanmoins que Montréal pourra vivre avec la concurrence de Québec car le mandat des deux centres n'est pas identique.

Bibeau
La ministre a par ailleurs confirmé que le mandat du président de la Régie des installations olympi-



PHOTO LUC-SIMON PERREAU, La Presse

La ministre déléguée au Tourisme, Rita Dionne-Marsolais, a dit à *La Presse* que son gouvernement envisagera « d'autres façons de financer » que celle qui consiste à se fier uniquement à l'État.

ques (RIO), Pierre Bibeau, qui prend fin en novembre prochain, ne sera pas renouvelé, comme l'a annoncé en premier hier *La Presse*.

Mme Dionne-Marsolais n'a pas voulu commenter l'insatisfaction de ses collègues péquistes de la région devant cette décision. De Michel Bourdon à André Boulerice en passant par Camille Laurin, ses collègues de l'est de Montréal ont fait des démarches pour que l'ancien bras droit de Robert Bourassa demeure en poste.

« Nous estimons tous Pierre Bibeau, y compris moi. Mais il s'agit d'une décision administrative », a-t-elle indiqué. « Et je n'ai pas à don-

ner d'autres raisons », a-t-elle simplement ajouté. Mme Dionne-Marsolais a toutefois été plus volubile sur ce sujet dans un entretien au collègue Gilles Blanchard (voir autre texte dans le cahier Sport).

Tourisme

Au chapitre du tourisme de villégiature, elle rappelle que son ministère a été ressuscité après une disparition de plus d'un an. Elle constate que le tourisme est une industrie qui offre un fort potentiel en termes de chiffres d'affaires et d'emploi mais compte aussi quelques faiblesses dues à la très forte composante petite entreprise qui l'ani-

me.

De ces faiblesses découle d'abord la difficulté de concertation. Même l'organisation de forfaits a été longtemps une entreprise à la fois laborieuse et périlleuse.

La ministre déléguée note aussi qu'un nombre grandissant d'intervenants prend conscience du fait que la clientèle — la non-canadienne en particulier — est irritée par le fait que l'industrie n'affiche pas des prix nets. D'où l'incessante impression d'être arnaqué quand on voyage au Québec.

Le touriste est à la recherche d'un bon rapport qualité-prix. Ce n'est pas quand on lui affiche un plat à 10 \$ et qu'il lui en coûte 13 \$ puisqu'il faut ajouter les taxes et les services qu'il aura l'impression d'en avoir pour son argent.

Voilà pourquoi Mme Dionne-Marsolais déclare avoir mis sur pied un petit comité chargé de lui faire une recommandation sur le sujet. Bien que l'évidence saute aux yeux, l'affaire est loin d'être simple : il y a des questions juridiques à considérer : peut-on forcer d'afficher des prix nets alors que la loi fédérale sur la Taxe sur les produits et services ne l'oblige pas du tout ? Si on procède par incitation, certains commerçants en profiteront-ils pour ne pas se plier à cette volonté gouvernementale de manière à tirer un avantage concurrentiel apparent — et arnaqueur — sur son concurrent qui aura opté pour la formule des prix nets ? Enfin, doit-on rouvrir le débat sur les pourboires obligatoires alors que le gouvernement de René Lévesque s'était brisé les dents sur cette question, les restaurateurs, le Conseil du patronat et Ottawa se liguant pour faire échec à une loi cadre québécoise ?

Bref, Mme Dionne-Marsolais paraît consciente du problème mais pourra-t-elle agir ? En attendant, les touristes étrangers, les Européens surtout, trouveront que tout est bien compliqué au Canada-Québec.

CLAUDE PICHER



À quoi ont servi vos sacrifices ?

Compressions et coupures font maintenant partie du paysage quotidien. Budget après budget, Ottawa a habité les Canadiens à de grands coups de sabre dans les transferts aux provinces, l'assurance-chômage, les pensions de vieillesse, la fonction publique, l'aide internationale, les sociétés d'État, le budget de la Défense, pour ne nommer que les dossiers les plus connus.

Tout cela, bien entendu, au nom de l'assainissement de finances publiques dont le délabrement est devenu intolérable.

Si on les examine sur une période de dix ans, toutes ces mesures ont entraîné un bouleversement considérable de la structure des dépenses fédérales.

En dollars courants, il est clair que les dépenses d'Ottawa ont augmenté de façon spectaculaire. En 1984-85, l'ensemble des dépenses fédérales, incluant le financement de la dette, atteignait 110 milliards ; cette année, si les prévisions du ministre Paul Martin s'avèrent exactes (ce qui semble être le cas jusqu'à maintenant), les dépenses devraient tourner autour de 163 milliards.

Ces chiffres ne tiennent pas compte de l'inflation. Exprimés en dollars de 1984, ces dépenses de 163 milliards ne représentent plus que 117 milliards. C'est donc dire qu'en termes réels, les dépenses du gouvernement fédéral ont tout de même augmenté de 6,4 % en dix ans. On peut être surpris de voir que, malgré toutes les mesures d'austérité, Ottawa dépense encore plus qu'il y a dix ans.

Mais ce chiffre ne dit pas tout. Voyons cela de plus près.

Commençons par un gros morceau, les transferts aux particuliers, c'est-à-dire, essentiellement, pensions de vieillesse et assurance-chômage. En 1984, ces deux postes représentaient 21,8 % des dépenses fédérales ; aujourd'hui, cette proportion se situe à 21,7 %. Autant dire que cela n'a pas bougé. Pourtant, ces deux programmes sont nettement moins généreux qu'avant. Si la facture est demeurée proportionnellement la même pour Ottawa, c'est qu'ils touchent un nombre toujours plus grand de prestataires : la population vieillit et le chômage augmente. La tarte est restée la même, mais il y a plus de monde pour se la partager, de sorte que chacun a un plus petit morceau.

Un deuxième poste de dépenses important est celui des transferts aux provinces, c'est-à-dire la contribution fédérale au financement des soins de santé, de l'éducation post-secondaire et de l'aide sociale, ainsi que les paiements de péréquation. A ce chapitre, on peut sentir, bien que légèrement, l'effet du pelletage de déficit : ces paiements représentent aujourd'hui 16,1 % de l'ensemble des dépenses fédérales, contre 16,7 % en 1984. L'an prochain, alors que débutera le traitement choc annoncé dans le budget Martin, les transferts aux provinces devraient reculer de façon importante.

Ottawa, d'autre part, a certainement fait un effort important pour réduire ses subventions et contributions. On pense ici aux subventions aux entreprises et organismes divers, aux subventions agricoles, à l'aide internationale, entre autres. Ces subventions, qui représentaient 15 % des dépenses il y a dix ans, se situent maintenant à 10,5 %. Les transferts aux sociétés d'État ont également été réduites radicalement, en bonne partie parce que plusieurs d'entre elles ont été privatisées. En 1984, 5,6 % des dépenses allaient aux sociétés d'État, contre 2,8 % aujourd'hui. Deux sociétés, Radio Canada et la Société canadienne d'hypothèque et de logement, se partagent près des trois-quarts du gâteau qui reste.

En ce qui concerne ses propres dépenses, c'est-à-dire l'administration des agences et ministères, les salaires de la fonction publique, les bureaux, les véhicules, l'équipement, le budget du Parlement, on peut aussi sentir nettement l'effet des compressions, ces dépenses passant de 20,3 à 18,6 % des dépenses totales.

Reste la dette...

Le financement de la dette est le seul poste de dépenses qui ait augmenté depuis dix ans. Et comment !

En 1984, Ottawa consacrait 22 milliards au paiement des intérêts sur sa dette. Ce montant représentait 20,5 % de ses dépenses totales. Cette année, le service de la dette devrait engloutir 50 milliards, ou 30,3 % des dépenses totales.

Les sacrifices consentis par les retraités, les chômeurs, les fonctionnaires, les provinces, les agriculteurs, les entreprises ont uniquement servi à payer des intérêts !

Et ce n'est pas fini, parce que la dette, du seul fait des intérêts composés, est devenue un monstre d'une telle voracité qu'il oblige Ottawa, juste pour payer les intérêts, à déclarer des déficits énormes (33 milliards cette année) qui viennent encore grossir la dette.

Supposons, en terminant, que le gouvernement ait été capable, depuis dix ans, de maintenir le service de la dette à son niveau de 1984. Cela signifie que le paiement des intérêts, au lieu d'atteindre 50 milliards cette année, tournerait plutôt aux alentours de 33 milliards.

Sans augmenter d'un cent les taxes et les impôts, Ottawa pourrait ainsi consacrer 17 milliards de plus à ses dépenses de programmes. Ou il pourrait, en maintenant intégralement ses services et ses programmes actuels, baisser les impôts de 28 % pour tout le monde, ou encore mettre purement et simplement la TPS à la poubelle, sans être obligé de la remplacer par quelque autre taxe que ce soit...

La Royale et la CIBC lancent le porte-monnaie électronique

La Banque Royale et la Banque CIBC participeront avec certaines des plus grandes banques du monde au lancement international du porte-monnaie électronique Mondex.

Le système Mondex est fondé sur l'exploitation d'une puce électronique intégrée à une carte plastique et capable de stocker des fonds électroniques. Une fois approvisionnée électroniquement, la carte peut être utilisée comme de l'argent comptant.

Un projet pilote qui durera environ un an sera lancé l'an prochain. Le

système sera implanté dans tout le pays, à partir de 1997.

Les utilisateurs pourront transférer des fonds de leur compte en banque sur leur carte Mondex en utilisant un téléphone compatible ou un guichet automatique bancaire. Les transferts, pour le paiement de factures ou l'envoi de fonds à un parent, pourront aussi se faire au moyen d'un téléphone compatible, à la maison ou au bureau. La technologie de Bell sera mise à contribution.

CLASSEURS USAGÉS REMIS À NEUF

2, 3, 4 OU 5 TIROIRS
AUSSI CHAISES,
BUREAUX, BUFFETS,
BIBLIOTHÈQUES.



Montréal
4465, Poirier
St-Laurent
331-3165

Rive Sud
124, bl. Taschereau
Greenfield Park
923-2321

été ACTIF!
Du 15 mai au 15 juillet
Il y a de la vie active
dans votre milieu!

PARTICIPATION

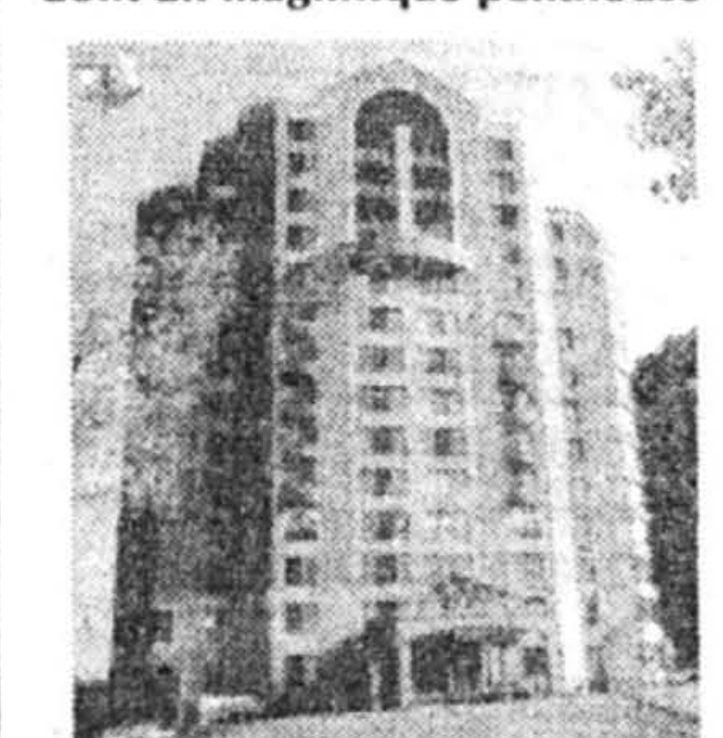
Les Châteaux De Casson

à Ville St-Laurent

OCCASION UNIQUE

4 condominiums
de prestige

dont un magnifique penthouse



PROJET DE L'ANNEE

à partir de 107\$/p.c.

toutes taxes incluses

Renseignements: Mme. Chabrand

44 1225 336 2892

PRÊTS ÉTUDIANTS DISPONIBLES SUR PLACE

CLUB PC
ENTRÉE

(VOISIN DU CARREFOUR LAVAL)

EN AFFAIRES DEPUIS 1983

5 000 PIEDS CARRÉS D'ENTRÉE

486 DX2-66 MHz VLB 4MO	909\$
486 DX2-66 MHz VLB 4MO	969\$
486 DX4-100 MHz VLB 4MO	1 039\$
PENTIUM TM 60 MHz PCI 8MO	1 539\$
PENTIUM TM 75 MHz PCI 8MO	1 689\$
PENTIUM TM 90 MHz PCI 8MO	1 839\$
PENTIUM TM 100 MHz PCI 8MO	1 999\$

FABRIQUÉS AU QUÉBEC

TOUTS NOS ORDINATEURS COMPRENNENT :

- DISQUE DUR 540 MO
- 128 KO CACHE, OU 256 KO POUR PENTIUM
- LECTEUR 1.44 MO
- CONTRÔLEUR IDE AVEC PORTS 2S/1P/1J
- CLAVIER BILINGUE
- GARANTIE 2 ANS PIÈCES ET MAIN D'ŒUVRE
- MONITEUR ET CARTE VIDÉO 1024ko À PARTIR DE 385\$

OPTION : SERVICE SUR PLACE
GARANTIE 3 ANS PIÈCES ET MAIN D'ŒUVRE
ORDINATEURS CERTIFIÉS NOVELL

IBM COMPAQ

VALIDE SEULEMENT À L'ACHAT D'UN ORDINATEUR
LOGICIELS ET CD FRANÇAIS EN MAGASIN

OUVERT DES 9 HEURES
1881, RUE GUTENBERG, LAVAL 682-6466
AUTOUR DES LAURENTIDES NORD (15),
SORTIE 10, 1^{re} RUE À DROITE

PRÊTS ÉTUDIANTS DISPONIBLES SUR PLACE

Enchères immobilières

REPRISES HYPOTHÉCAIRES ET AUTRES

Vente le 24 mai 1995 à 14h, inscription à compter de 13h.
Séance d'information le 15 mai à 19h • Montréal Bonaventure Hilton

MULTI-LOGEMENTS

5120, Randall, Montréal NDG, 14 logements, 3 1/2 et 4 1/2. Rev. act. : 54 780\$. Rev. pot. : 69 300\$. Éval. mun. : 372 900\$. Mise à prix : 150 000\$. Visites : 16 & 18 mai à 16h.

6204-10 et 6212-18, St-André, Mtl Deux quadruplex offerts séparément. Rénov. '90. Chauff. loc. Rev. pot. : 18 200\$. Éval. mun. : env. 118 500\$ ch. Mise à prix : 70 000\$ ch. Visites : 17 mai à 16h.

520-30 et 540-50, rue Paul, Longueuil 2 x 16 logements, offerts séparément. Grands 4 1/2 et 5 1/2, 2 vacants. Taux d'occupation : 94%. Rev. pot. : 183 780\$. Éval. mun. : env. 610 000\$ ch. Mises à prix : 325 000\$ ch. Visite : 18 mai à 16h.

1470-1480, St-Germain, Mtl 2 x triplex, vendus en bloc, tous des 4 1/2, 1 vac. Rev. pot. : 16 428\$. Éval. mun. : 128 300\$. Mise à prix : 47 000\$. Visites : 16 mai à 14h, 18 mai à 19h.

3079-89, rue Masson, Long. Imposant 6 logements, 4 1/2 & 5 1/2, fort potentiel. Éval. mun. : 212 000\$. Mise à prix : 85 000\$. Visite : 18 mai à 14h.

INDUSTRIEL
385, St-Martin, Mtl Hauteur de 40 pi. 145 000 pc., près de Guy & Notre-Dame. Éval. mun. : 1 054 700\$. Mise à prix : 390 000\$. Visites : 16 & 19 mai à 14h.

4375-4405, Iberville, Mtl Imm. d'env. 24 150 pc., emplacement central. Mise à prix : 210 000\$. Visite : 17 mai à 13h.

5050-5102, Iberville, Mtl 60 000 pc. sur 3 étages avec stationnement. Éval. mun. : 446 000\$. Mise à prix : 240 000\$. Visite : 17 mai à 10h.

COMMERCIAL
5187, Papineau, Montréal Superbe imm. commercial, constr. '85 situé près Laurier. Imm. de 10 550 pc., terrain de 19 200 pc. Idéal pour commerces variés. Éval. mun. : 1 068 000\$. Mise à prix : 425 000\$. Visites : 16 & 18 mai à 13h.

3075, Chemin d'Oka, Ste-Marthe-sur-le-Lac Centre commercial '89. Locataires AAA, 80 % occ. Éval. mun. : 1 292 000\$. Mise à prix : 525 000\$. Visite : 17 mai à 10h.

2069 & 2071 Marie-Victorin, Varennes 2 immeubles commerciaux vendus séparément. Bon site, rénov. '90, occup. respect. de 100 & 66 %. Mises à prix : 170 000\$ & 125 000\$ resp. Visites : 15 & 18 mai de 10h à 12h.

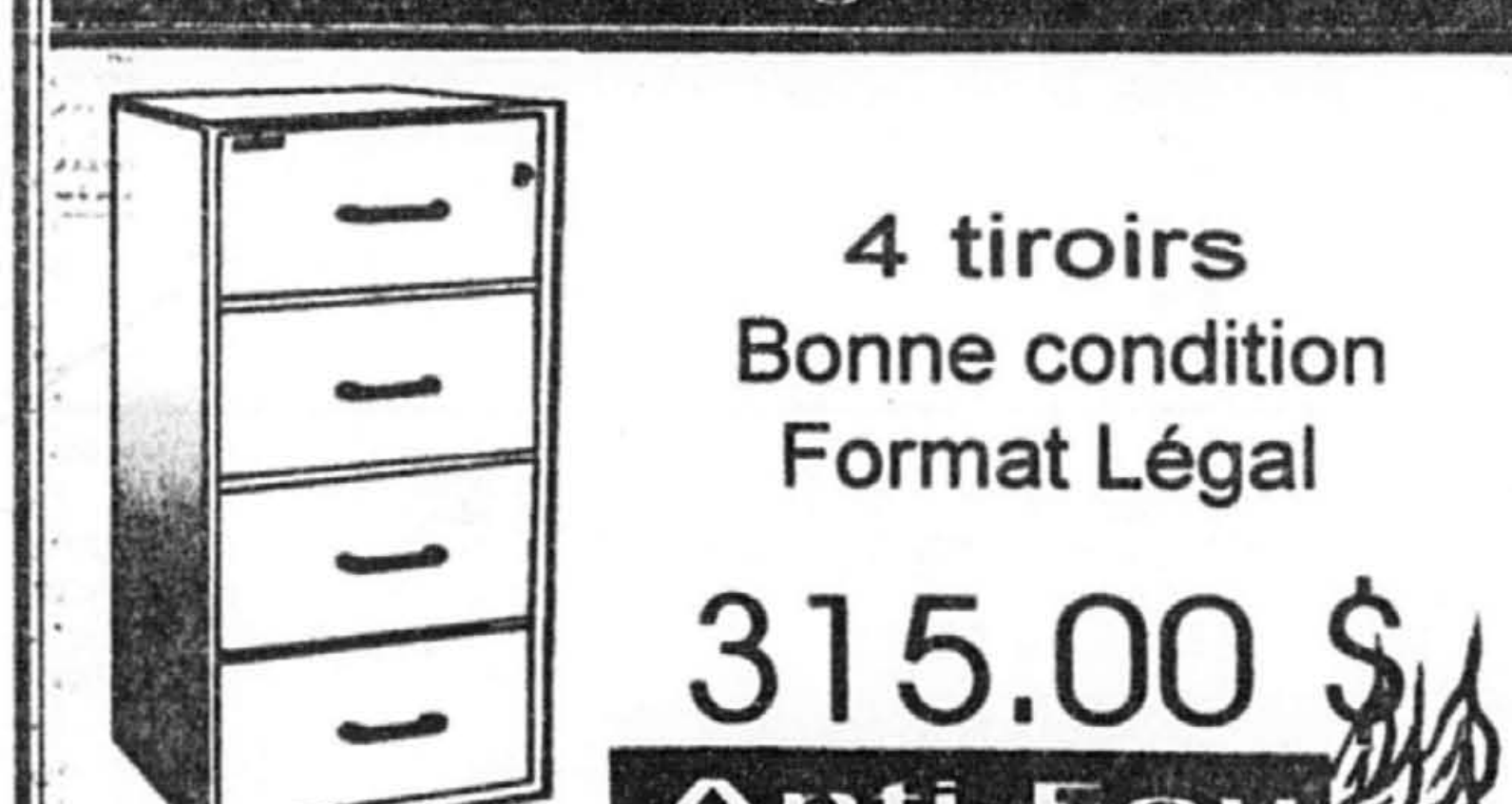
COMMERCIAL / INDUSTRIEL
2800, Notre-Dame est, Mtl Grande visibilité ! Constr. '88, zonage comm. et ind. Propriété 14 474 pc., vaste terrain de 53 000 p.c. Éval. mun. : 1 251 000\$. Mise à prix : 350 000\$. Visites : 17 mai à 14h.

DOCUMENTATION DISPONIBLE AUX VISITES OU SUR DEMANDE
MISE À LA DISPOSITION DES AGENTS - FINANCEMENT AVANTAGEUX

Les ventes sont sujettes à un prix de réserve non publié.
Le vendeur se réserve le droit d'accepter ou non toute mise inférieure au prix de réserve.

Enchères immobilières IMPACT TÉL: 671-7300
courtier immobilier agréé

Classeurs Anti-Feu Usagés



4 tiroirs
Bonne condition
Format Légal

315.00 \$
Anti-Feu

Chaises Usagées

Steelcase

All Seating

Artopex

Herman Miller

Prix à partir de 50.00 \$

Classeur Latéral Neuf

2 tiroirs Prix sug: 543.00 C.L.M. 244.95 \$

4 tiroirs Prix sug: 874.00 C.L.M. 425.95 \$

CENTRE DE LIQUIDATION MONTRÉAL
1080 boul. René Lévesque est
coin Amherst Tel: 849-1515

Daishowa est devenu le plus gros employeur privé de la Vieille Capitale

Presse Canadienne
QUÉBEC

Dans une ville peuplée de fonctionnaires et d'employés du secteur public, la papeterie Daishowa devient, avec ses 1050 employés, le plus gros employeur privé de Québec.

Même si l'entreprise est propriété de la multinationale japonaise Daishowa depuis 1988, le moulin à papier situé à Limoilou, un quartier de la basse-ville, bat depuis 1927 au rythme d'une capitale dont il constitue un des plus anciens employeurs.

C'est en 1927 que les installations ont été construites par l'Anglo Pulp and Paper, sur un

terrain à proximité de l'endroit où la rivière Saint-Charles se jette dans le Saint-Laurent, à proximité du port.

Le moulin devait changer de mains en 1972 quand il a été acheté par Reed Paper, puis en 1988 quand Daishowa l'a acquis. Mais les gens de Limoilou ont toujours continué à désigner les installations sous le nom original : « L'Anglo ».

Il y a maintenant quatre machines à papier capables ensemble de produire 1300 tonnes de papier journal par jour, et un cinquième appareil qui produit 140 tonnes de carton.

Les trois quarts de la production sont exportés principale-

ment vers les États-Unis, mais aussi en Europe, en Asie et en Amérique du Sud.

La récente hausse du prix du papier-journal à plus de 700 \$ la tonne fait en sorte que Daishowa fonctionne actuellement à pleine capacité.

« On reprend le temps perdu car entre 1989 et 1993, en pleine récession, il fallait vendre avec un rabais de 40 % pour demeurer concurrentiel », explique Jacques Leboeuf, directeur de la Planification et des opérations chez Daishowa.

Recyclage
Jusqu'au début des années 90, le papier journal de Daishowa

était fabriqué à 40 % de pâte chimique, c'est-à-dire une pâte de bois traitée avec l'aide de produits chimiques très polluants.

Mais la technologie a évolué et les règlements pour la protection de l'environnement ont été renforcés. Daishowa fabrique maintenant son papier avec une pâte thermomécanique à laquelle on rajoute un tiers de papiers recyclés.

« On recycle plus de 400 tonnes par jour de vieux papiers qui sont désencrés pour être remis en pâte », explique l'ingénieur Leboeuf.

Ce nouveau procédé a des conséquences économiques beaucoup plus avantageuses auprès des fournisseurs. D'une part, des entreprises forestières (scieries, producteurs privés de bois) trouvent chez Daishowa un débouché naturel pour les copeaux de bois.

D'autre part, le marché des papiers recyclés a trouvé un débouché commode, ce qui ne peut que réjouir les environnementalistes.

L'entreprise a aussi dû surveiller de très près ses rejets dans le fleuve. Le renforcement des normes gouvernementales sur les eaux usées entre en vigueur en septembre 1995. Aussi, au cours des prochaines semaines, Daishowa inaugurera un appareil de traitement secondaire des eaux, qui insufflera de l'oxygène et de l'azote par bioréaction.

Daishowa collabore également avec l'Université Laval pour la recherche sur le traitement des résidus produits par l'usine de désencrage. Une somme de 5 millions \$ a été investie pour mettre au point un compost fabriqué à partir de ces résidus.

« On recycle plus de 150 000 tonnes de vieux papiers par an

et le carton que l'on produit provient à 100 % de ces produits recyclés », explique M. Leboeuf.

Daishowa collabore par ailleurs avec l'incinérateur de la Communauté urbaine de Québec, situé tout près, et dont il achète pour 5 millions \$ de vapeur par an afin de réduire ses coûts énergétiques.

Enfin, Daishowa cherche à être bien présent dans son milieu.

L'entreprise est devenue copropriétaire du club professionnel de hockey Les Nordiques de Québec il y a cinq ans, afin de contribuer à assurer le maintien du club dans la Capitale.

« Les gens réalisent bien que la papeterie Daishowa est à Québec depuis 68 ans et qu'elle est là pour y rester encore longtemps », conclut Jacques Leboeuf.

Propositions d'affaires

705 HYPOTHÈQUES

BESON urgent 2e hyp. 40 000 \$, 18 % court terme, très bonnes conditions. 945-5437.
BESON 10 000 \$ à 150 000 \$ sur 9 immeubles. 697-4218.

1er et 2e hypothèques
ACE MORTGAGE CORP.
731-8585

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

ACHETERAIS, marché d'alimentation, vente 100 000 \$ et plus par semaine. Information: 514-582-4897.
AGENT manufacturier recherche collection ou produits à distribuer dans la lingerie fine. Territoire: Montréal, Laurentides, Lanaudière, Estrie, Rivière-Saint-Jacques, Montérégie. (514) 522-3231.

AGREABLE, Esthétique automobile. Fournisseurs produits, formation, matériel clientèle. Temps plein ou partiel. 272-3447.
AMERACAR INTL: 357-7333

ATELIER 8000 pi. et maison: fabrication acier et vente au détail. Très lucratif: 460 000 \$ + inv. Michel, voir (514) 246-4396.

AUBAINE, grosse usine, idéal bar/rock/danseuses, etc., 441-3758.

AUTOROUTE, sortie, 1,2 million pi. par commercial, industriel, 95 000 \$, 872-3555.

BONJOUR LES COMMERCIANTS
Vous ne voulez plus payer un loyer. Devenez propriétaire à partir de 1 195 \$/mois.

Cap. int. taxe mun. incl.
LOCAL 1000 à 3000 pi. car. rue St-Denis, à 2 pas du métro Laurier. LE SEUL local avec 5 coins de rue, niveau trottoir, construction neuve, financement à 100% avec programme PNE, possibilité de racheter votre bail, état. incl.

Les Const. Beau design
524-3042

BOULANGERIE SPÉCIALISÉE À VENDRE
Région Vaudreuil-Dorion. Très belle exposition, excellente réputation. Minimum requis 100 000 \$. Après 19h: 424-3516.

CHEMISE portuaire: tournée expositions touristiques, 973-4293.

DEVENEZ votre propre patron, foyer pour retraités ou autres, 10 chambres, bord de l'eau, Carleton, 663-4222, 1-537-8311.

DUNKIN DONUTS et Baskin Robbins, Laurentides. 442-2150.

EN AFFAIRES depuis 15 ans. 38 % actions à vendre pour investisseur actif. Fabrication de produits sur mesure en plexi. Nombreux clients, 12 000 \$ ferme. Mark: 894-1650.

ENTREPRISE en informatique recherche professionnels, entrepreneurs intéressés à devenir la relève de notre commerce situé à l'extérieur de Montréal. Possibilité d'expansion. Clientèle bien établie. 1-800-898-1828.

EXCLUSIF dans Lanaudière, à 600 000 pi. car. dézoué, voisin d'un magnifique parc écologique. Plusieurs possibilités de développement. Voir 514-886-9594.

FRANCHISE, territoire protégé, domaine du chauffage. Revenu: 125 000 \$ et plus. 1-819-326-8285 Ste-Agathe.

FRANCHISES encadrements et linoles, bien connus, dans centres commerciaux. Sérieux seulement. M. Clermont 282-1130.

GENS sérieux, demande peu de temps et d'investissement. 990-6009

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

VOUS RECHERCHEZ une occasion d'affaires ?

Vous avez de 50 000 \$ à 500 000 \$ ou plus à investir dans une entreprise de fabrication, distribution ou service contre une participation au capital-actions et un rôle actif dans l'entreprise ?

- Inscrivez-vous à notre service de liaison financière
- SERVICE PERSONNALISÉ
- Frais d'inscription
- Offert dans la région de Montréal et un rayon de 100 km.

BFD Banque fédérale de développement
FBDB Federal Business Development Bank

Appelez: Marcel Parisien (514) 496-7966

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

OCCASION DE FRANCHISE
Services A & W du Canada Ltée recherche des franchisés aptes à exploiter des restaurants de centres commerciaux dans la région de VALLEYFIELD.

Capital requis: 125 000 \$ à 225 000 \$.
Pour obtenir plus de renseignements, communiquez au (514) 874-9313

ou écrivez à Betty Johnson
l'administratrice du développement des franchises
Services alimentaires A & W du Canada Ltée
Service du franchisé
171, West Esplanade, bureau 30
Vancouver Nord (Colombie-Britannique)
V7M 3K9

INVESTISSEZ DANS LA FRANCHISE COMPTABLE N° 1 EN AMÉRIQUE DU NORD

ÉTABLISSEZ VOTRE PROPRE CABINET COMPTABLE ET DE TENUE DE LIVRES

- Un programme de marketing irrésistible.
- 4 semaines de formation initiale.
- Un logiciel informatique sur mesure.
- Un service de soutien incomparable.
- Un système comptable performant.

Société de gestion Padgett
Depuis 1966 300 cabinets
Appelez: (514) 933-4520 1-800-665-4520

LAVAL, restaurant équipé (100 places) à louer, salle de réception (60 places). Int.: (514) 618-4950

MANUFACTURIER d'outillage de presses pileuses avec machinerie et inventaire, 322-0627

MOTEL
34 chambres, restaurant et bar avec terrasse, tout équipé, très bien situé à St-Hyacinthe. Prix 650 000 \$. Ritz 651-5831. Imm. Ritz Ltée chr. agréé.

PART-GOLF, à vendre golf intérieur sur simulateur (6), aménagement hors terre, commerce en pleine croissance, clientèle établie, licence complète, inf. 847-8519.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

Ziebart TidyCar

Le leader dans les services de nettoyage, protection et d'accessoires pour automobile vous offre une opportunité de franchise à Longueuil et dans la région du grand Montréal.

Pour plus de renseignements en anglais, contactez le
1-800-877-1312
ou pour votre demande en français, envoyez votre demande par télécopieur au:
1-514-589-1240
52239220-R 710

PARTENAIRE recherché pour investir dans un département en expansion. 663-0077

PLANS D'AFFAIRES
Pour programme prêts 50 000 \$ + Garantie le travail.
Demandez FRANK
Bur.514-795-3771. Voir:514-493-6404

PRIX RÉDUIT, incroyable boutique vidéo ou inventaire, chemin Champlain, plus 10 000 films, T. DO. La Capitale chr. agréé, 676-7184.

RECHERCHE personnes autonomes, pour Montréal et la région. Concession pour distributeur (produits santé) maintenant disponible. Gagnez plus qu'avec un salaire horaire. Aucune expérience requise. 1-800-939-7355

RESTAURATION RAPIDE
Centres commerciaux majeurs Laval et West Island.
3 succursales établies. Profits annuels supérieurs à 100 000 \$. Disponibilité immédiate. Investissement 150-200 000 \$ par emplacement. Capital requis 100 000 \$ par emplacement. Alain Marcoux, 514-965-8979

ROUTE DE DISTRIBUTRICES
A collations, pop corn placées, financement possible.
514-848-9759

SAISIE surplus Ford, Chevy, camion, motos, bateaux, à partir de 100 \$. Message enr. 24h, 851-0118.

VENDEUR (opportunité) demandée pour "Money Tester", le seul détecteur qui fonctionne sur billets canadiens et américains, garanti, profit 100% minimum, offre limitée. Appeler 631-6597

VOUS AVEZ DES ÉCONOMIES?
Vous voulez les investir mais vous ne voulez pas les perdre? Nous avons le commerce qu'il vous faut: machines distributrices à friandise, aménagement fourni, investissement protégé à 100% par une clause de rachat. Nous sommes les seuls à vous garantir de reprendre votre investissement dans la même année, tout en ne travaillant que 5 heures/semaine. Investissement 17 800 \$. 633-2467.

VOYAGE VASCO
Réalisez votre rêve. Devenez propriétaire de votre propre agence de voyages. Projet clé en main. Investissement de 5000 \$. Financement disponible. Appelez Sylvain ou (514) 689-1000

712 ASSOCIÉS DEMANDES
ASSOCIÉ(E) recherché(e), intéressé(e) à développer commerce de tourisme équestre, région Mont Orford, projet éligible à subventions. (514) 297-3789

712 ASSOCIÉS DEMANDES
ASSOCIÉ(E) recherché(e), intéressé(e) à développer commerce de tourisme équestre, région Mont Orford, projet éligible à subventions. (514) 297-3789

712 ASSOCIÉS DEMANDES
ASSOCIÉ(E) recherché(e), intéressé(e) à développer commerce de tourisme équestre, région Mont Orford, projet éligible à subventions. (514) 297-3789

712 ASSOCIÉS DEMANDES
ASSOCIÉ(E) recherché(e), intéressé(e) à développer commerce de tourisme équestre, région Mont Orford, projet éligible à subventions. (514) 297-3789

712 ASSOCIÉS DEMANDES
ASSOCIÉ(E) recherché(e), intéressé(e) à développer commerce de tourisme équestre, région Mont Orford, projet éligible à subventions. (514) 297-3789

712 ASSOCIÉS DEMANDES
ASSOCIÉ(E) recherché(e), intéressé(e) à développer commerce de tourisme équestre, région Mont Orford, projet éligible à subventions. (514) 297-3789

712 ASSOCIÉS DEMANDES
ASSOCIÉ(E) recherché(e), intéressé(e) à développer commerce de tourisme équestre, région Mont Orford, projet éligible à subventions. (514) 297-3789

712 ASSOCIÉS DEMANDES
ASSOCIÉ(E) recherché(e), intéressé(e) à développer commerce de tourisme équestre, région Mont Orford, projet éligible à subventions. (514) 297-3789

712 ASSOCIÉS DEMANDES
ASSOCIÉ(E) recherché(e), intéressé(e) à développer commerce de tourisme équestre, région Mont Orford, projet éligible à subventions. (514) 297-3789

712 ASSOCIÉS DEMANDES
ASSOCIÉ(E) recherché(e), intéressé(e) à développer commerce de tourisme équestre, région Mont Orford, projet éligible à subventions. (514) 297-3789

712 ASSOCIÉS DEMANDES
ASSOCIÉ(E) recherché(e), intéressé(e) à développer commerce de tourisme équestre, région Mont Orford, projet éligible à subventions. (514) 297-3789

712 ASSOCIÉS DEMANDES
ASSOCIÉ(E) recherché(e), intéressé(e) à développer commerce de tourisme équestre, région Mont Orford, projet éligible à subventions. (514) 297-3789

712 ASSOCIÉS DEMANDES
ASSOCIÉ(E) recherché(e), intéressé(e) à développer commerce de tourisme équestre, région Mont Orford, projet éligible à subventions. (514) 297-3789

712 ASSOCIÉS DEMANDES
ASSOCIÉ(E) recherché(e), intéressé(e) à développer commerce de tourisme équestre, région Mont Orford, projet éligible à subventions. (514) 297-3789

712 ASSOCIÉS DEMANDES
ASSOCIÉ(E) recherché(e), intéressé(e) à développer commerce de tourisme équestre, région Mont Orford, projet éligible à subventions. (514) 297-3789

712 ASSOCIÉS DEMANDES

INGÉNIEUR/ADMINISTRATEUR recherche clé d'entretien/fabrication d'enseignes lumineuses lettres, pour devenir associé actif ou acheter la clé. Bon capital. Faire parvenir renseignements et profil par fax ou 922-8582.

RECHERCHE une (associée) avec sérieux exp. en vente (ou commerce de détail), peu ou pas d'investissement. 430-1135

714 FRANCHISES

ADVENTURE DEFI LAZER
Centre d'amusement familial 4 coins, 1-50 000 \$. 1-800-382-3052

RENOVATEUR achète salle de montage d'armoires cuisine, avec franchise. Prix: 10 000 \$. 522-5552

715 SERVICES FINANCIERS

ACCEPTONS, bon ou mauvais crédit, prêt comptant sur votre auto, confier l'utiliser! C.S. Auto Finance 630-6680

LE GROUPE D'AFFAIRES ONYX
Financement aux entreprises. 554-9596

PROGRAMME de remboursement hypothécaire déductible d'impôt. 447-4544

717 SERVICES SPÉCIALISÉS

INCORPOREZ-VOUS vous-même. KII complet. R. Molo 331-8551.

PLAN D'AFFAIRES
pour demande et recherche de prêts et subventions. études de marché. G.R.S. 448-1446

718 ARGENT DEMANDE
CHERCHE prêteur en 1ère hyp. sur immeuble supérieur 175 000 \$. St-Jérôme. (514) 436-3119

RETOUR assuré de 18 à 25%, sur investissement. Offre limitée. Communiquez avec François Vigne, notaire. Infos sur rendez-vous 1-514-432-4760.

725 TENUE DE LIVRES, IMPOT.
COMPTABILITÉ, états financiers, ACCPAC, plan d'affaires, 322-5579.

COMPTABILITÉ, fiscalité, conseil de gestion, Tony Napolitano, 382-3888.

NOUS OFFRONS
service de paye, comptabilité complète, ainsi que la gestion d'immeubles incluant cas de régie, etc. Service de qualité à prix compétitif. Cuisinière et livreur de documents.
Service de bureau et gestion J.C.
859-6477

735 L'IMMOBILIER
ADMINISTRATION Imm. complète ou co-gestion, spécialiste en reprise et redressement, clé établie depuis 1982. 125 logements. 990-5004

735 L'IMMOBILIER
ADMINISTRATION Imm. complète ou co-gestion, spécialiste en reprise et redressement, clé établie depuis 1982. 125 logements. 990-5004

735 L'IMMOBILIER
ADMINISTRATION Imm. complète ou co-gestion, spécialiste en reprise et redressement, clé établie depuis 1982. 125 logements. 990-5004

735 L'IMMOBILIER
ADMINISTRATION Imm. complète ou co-gestion, spécialiste en reprise et redressement, clé établie depuis 1982. 125 logements. 990-5004

735 L'IMMOBILIER
ADMINISTRATION Imm. complète ou co-gestion, spécialiste en reprise et redressement, clé établie depuis 1982. 125 logements. 990-5004

735 L'IMMOBILIER
ADMINISTRATION Imm. complète ou co-gestion, spécialiste en reprise et redressement, clé établie depuis 1982. 125 logements. 990-5004

735 L'IMMOBILIER
ADMINISTRATION Imm. complète ou co-gestion, spécialiste en reprise et redressement, clé établie depuis 1982. 125 logements. 990-5004

735 L'IMMOBILIER
ADMINISTRATION Imm. complète ou co-gestion, spécialiste en reprise et redressement, clé établie depuis 1982. 125 logements. 990-5004

735 L'IMMOBILIER
ADMINISTRATION Imm. complète ou co-gestion, spécialiste en reprise et redressement, clé établie depuis 1982. 125 logements. 990-5004

735 L'IMMOBILIER
ADMINISTRATION Imm. complète ou co-gestion, spécialiste en reprise et redressement, clé établie depuis 1982. 125 logements. 990-5004

735 L'IMMOBILIER
ADMINISTRATION Imm. complète ou co-gestion, spécialiste en reprise et redressement, clé établie depuis 1982. 125 logements. 990-5004

735 L'IMMOBILIER
ADMINISTRATION Imm. complète ou co-gestion, spécialiste en reprise et redressement, clé établie depuis 1982. 125 logements. 990-5004

735 L'IMMOBILIER
ADMINISTRATION Imm. complète ou co-gestion, spécialiste en reprise et redressement, clé établie depuis 1982. 125 logements. 990-5004

735 L'IMMOBILIER
ADMINISTRATION Imm. complète ou co-gestion, spécialiste en reprise et redressement, clé établie depuis 1982. 125 logements. 990-5004

735 L'IMMOBILIER
ADMINISTRATION Imm. complète ou co-gestion, spécialiste en reprise et redressement, clé établie depuis 1982. 125 logements. 990-5004

712 ASSOCIÉS DEMANDES

INGÉNIEUR/ADMINISTRATEUR recherche clé d'entretien/fabrication d'enseignes lumineuses lettres, pour devenir associé actif ou acheter la clé. Bon capital. Faire parvenir renseignements et profil par fax ou 922-8582.

RECHERCHE une (associée) avec sérieux exp. en vente (ou commerce de détail), peu ou pas d'investissement. 430-1135

714 FRANCHISES

ADVENTURE DEFI LAZER
Centre d'amusement familial 4 coins, 1-50 000 \$. 1-800-382-3052

RENOVATEUR achète salle de montage d'armoires cuisine, avec franchise. Prix: 10 000 \$. 522-5552

715 SERVICES FINANCIERS

ACCEPTONS, bon ou mauvais crédit, prêt comptant sur votre auto, confier l'utiliser! C.S. Auto Finance 630-6680

LE GROUPE D'AFFAIRES ONYX
Financement aux entreprises. 554-9596

PROGRAMME de remboursement hypothécaire déductible d'impôt. 447-4544

717 SERVICES SPÉCIALISÉS

INCORPOREZ-VOUS vous-même. KII complet. R. Molo 331-8551.

PLAN D'AFFAIRES
pour demande et recherche de prêts et subventions. études de marché. G.R.S. 448-1446

718 ARGENT DEMANDE
CHERCHE prêteur en 1ère hyp. sur immeuble supérieur 175 000 \$. St-Jérôme. (514) 436-3119

RETOUR assuré de 18 à 25%, sur investissement. Offre limitée. Communiquez avec François Vigne, notaire. Infos sur rendez-vous 1-514-432-4760.

725 TENUE DE LIVRES, IMPOT.
COMPTABILITÉ, états financiers, ACCPAC, plan d'affaires, 322-5579.

COMPTABILITÉ, fiscalité, conseil de gestion, Tony Napolitano, 382-3888.

NOUS OFFRONS
service de paye, comptabilité complète, ainsi que la gestion d'immeubles incluant cas de régie, etc. Service de qualité à prix compétitif. Cuisinière et livreur de documents.
Service de bureau et gestion J.C.
859-6477

735 L'IMMOBILIER
ADMINISTRATION Imm. complète ou co-gestion, spécialiste en reprise et redressement, clé établie depuis 1982. 125 logements. 990-5004

735 L'IMMOBILIER
ADMINISTRATION Imm. complète ou co-gestion, spécialiste en reprise et redressement, clé établie depuis 1982. 125 logements. 990-5004

TORONTO

Volume:	
Vendredi	61 694 000
Jeudi	61 769 000

	Haut	Bas	Clôt	Var.
TSE 35	225,63	224,68	225,56	+0,27
TSE 100	258,28	257,18	258,19	+0,26
TSE 300	4269,46	4255,81	4268,41	+4,32
Aurifères			9441,93	-10,47
Les financiers			3292,40	-3,37
Mines et Métaux			3983,87	+30,43
Pétroles et Gaz			4483,75	-23,29
Industrielles			2751,24	+18,08

Faits saillants:			
	Vendredi	Jeudi	
Actions trans.	1 096	1 116	
Gains	384	370	
Pertes	329	400	
Inchangées	383	346	
Hauts 94	21	18	
Bas 94	13	19	

NASDAQ

Volume:				
Vendredi	404 565 100			
Jeudi	390 708 000			
Indices NASDAQ:				
	Haut	Bas	Clôt	Var.
Composite	859,39	852,89	858,94	+5,11
Industrielles	821,08	815,57	820,91	+5,15
Banques	810,78	808,75	810,70	+0,29
Assurances	1048,43	1040,74	1048,43	+6,22
Finances	985,58	982,04	985,59	+0,98
Transports	742,57	734,95	741,70	+5,76
Services.pub	165,16	163,33	165,16	+1,88
Faits saillants:				
	Vendredi	Jeudi		
Actions trans.	5 124	5 127		
Gains	1 766	1 770		
Pertes	1 497	1 566		

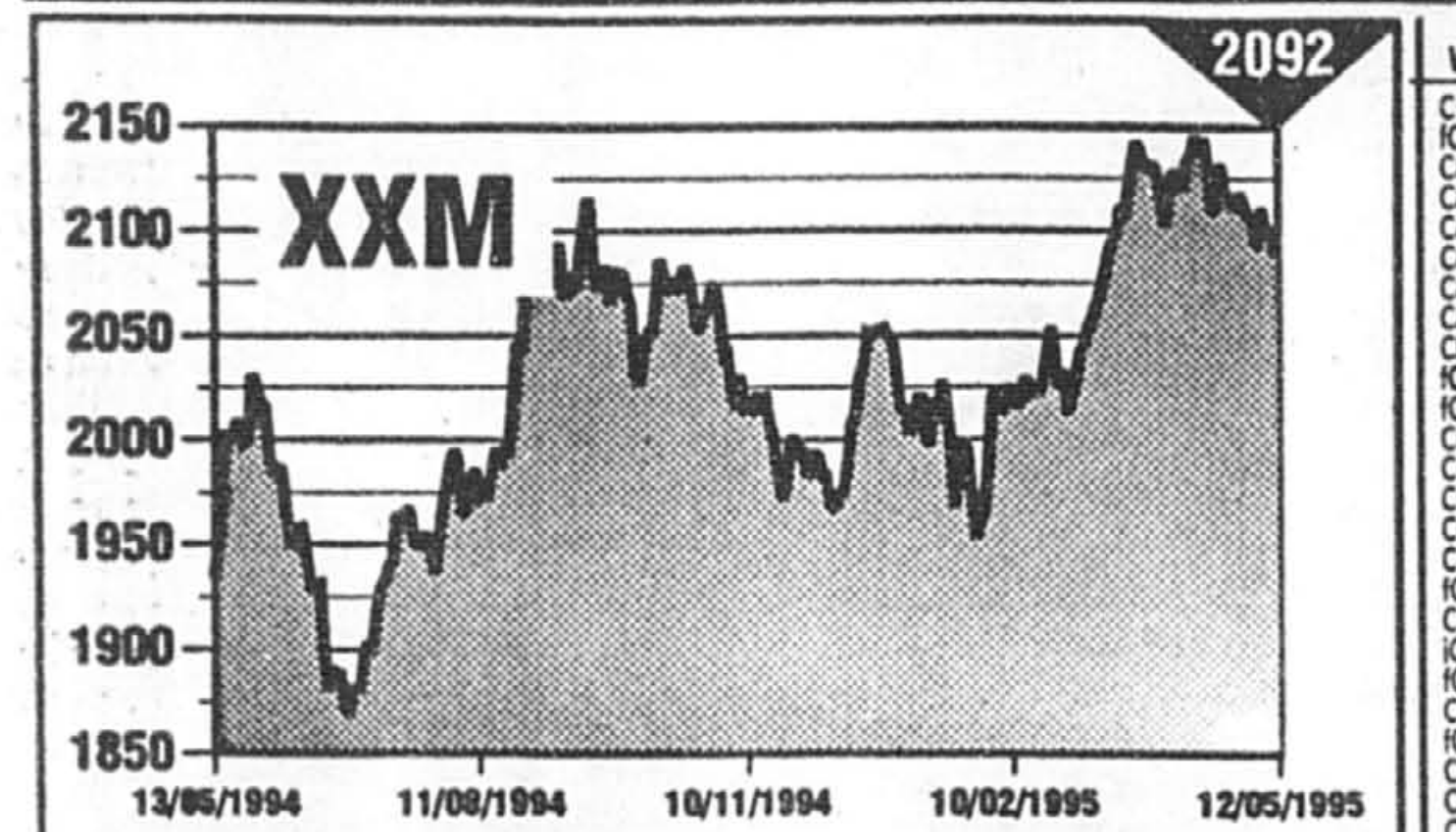
	Inchangées	1 861	1 791
Hauts 94	159	141	
Bas 94	54	63	

Indices Standard & Poor's:				
	Haut	Bas	Clôt	Var.
400 Industries	626.91	622.41	624.62	+1.05
20 Transports	400.91	397.39	398.91	+0.60
400 Serv.pub.	165.74	164.13	165.74	+1.18
40 Finances	50.09	49.80	50.04	+0.11
500 Composé	527.05	523.30	525.55	+1.18
100 Composé	502.29	497.39	499.43	+1.41

ch.		Valeurs		Ventes Hout		ch. Ferm.	
nt	Bs. Ferm.	Net				Bs. Ferm.	
5	0.45	0.45	Yin 88 gram	5000	0.26	0.26	0.26
2	0.80	0.82	+0.02	92800	0.29	0.23	0.29
0.85	0.88		ZUMU				
0.40	0.40		VOLUME TOTAL:				9,713
0.65	0.65		PLUS ACTIFS D'ALBERTA				
0.19	0.19		White swan	11232M	1.10	0.76	1.10
0.26	0.30	+0.04	Kelovis	564000	0.36	0.27	0.33
0.76	1.10	+0.20	Meloux	497733	0.82	0.70	0.72
0.70	0.70		In-light ph	453000	0.29	0.25	0.25
0.61	0.61	+0.04	Savanna	450000	0.18	0.14	0.15
0.23	0.23		Carleton	322000	0.21	0.20	0.20
0.25	0.25		Templar	203800	1.20	1.14	1.20
0.40	0.41		Triche	217500	0.15	0.10	0.15
0.40	0.40		Urban r	208500	0.35	0.30	0.33

100% Page 1

BOURSE



Infographie La Presse

Comment lire les cotes financières

Les titres sont énumérés par ordre alphabétique. Seuls les titres français sont exprimés en dollars. Seules les deux premières décimales apparaissent.

Div = Dividende par action sur une base annuelle.
C/B = Cours de l'action divisé par le bénéfice annuel par action.
Ventes = En centimes, sauf si la mention « x » (unités) apparaît. Les volumes indiqués sont calculés à la clôture officielle.

Haut = Sommet atteint par le titre au cours de la période.
Bas = Plancher touché par le titre au cours de la période.
Ferm. = Cours à l'arrêt des transactions.
Ch. = Variation par rapport au cours de fermeture de la séance précédente (en centimes).

EXPLICATION DES CODES

BOURSE DE MONTREAL ET TORONTO

BOURSE DE VANCOUVER

BOURSE DE NEW YORK ET AMEX

F.N.D. MUTUELS

Le prix indiqué correspond à la valeur nette d'une action d'une unité de la dernière émission comptable du fonds.

Ces données sont pour information seulement et sont sujettes à confirmation auprès de l'émetteur.

h = Sans commission.
a = Avec frais de rachat.
o = Avec frais d'achat ou de rachat.
y = Evaluation différée.
n = Non disponible.
z = En dollars américains.
x = Ex-dividende.
m = Achat minimum de 150 000 \$.

Non membre de l'Institut canadien des fonds d'investissement.

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

A B C

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

A B C

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

A B C

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

A B C

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

A B C

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

A B C

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

A B C

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

A B C

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

A B C

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

A B C

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

A B C

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

A B C

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

A B C

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

A B C

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

A B C

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

A B C

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

A B C

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

A B C

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

A B C

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

A B C

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

A B C

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

A B C

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

A B C

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

A B C

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

A B C

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

A B C

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

A B C

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

A B C

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

A B C

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

A B C

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

A B C

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

A B C

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

A B C

MONTREAL

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

MONTREAL

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Valuers/Div. 52 sem. Ventes 100 C/B Haut Bas Ferm. Net

D F

Finies les promesses de mariage entre Cinéplex et Cinemark

Presse Canadienne
TORONTO

■ Il n'est plus question de fusion entre Cinéplex Odeon et Cinemark USA mais des ententes à la pièce demeurent possibles entre ces deux grandes sociétés exploitantes.

Les deux chaînes ont annoncé hier avoir, « d'un commun accord, mis un terme aux discussions pour mettre en œuvre leur fusion projetée. Il a été convenu que ce ne serait pas possible de compléter la fusion selon des termes qui satisfaisaient les deux parties ».

D'abord annoncée en avril, la fusion aurait amené Cinéplex et Cinemark à former la plus grande chaîne au monde, avec plus de 500 cinémas regroupant 2800 écrans aux États-Unis, au Canada, au Mexique et au Chili.

La direction des deux sociétés sera en quête d'occasions d'affaires qui pourront être bénéfiques aux deux parties.

Des porte-parole des deux compagnies ont parlé d'une approche qui a mal tourné, plus que d'une chance perdue de mener une opération de 350 millions \$.

« Ça n'a tout simplement pas fonctionné », a dit depuis Dallas Randy Hester, de Cine-

mark. Pour Cinéplex, Howard Lichtman a affirmé que « nos relations ne sont pas tendues. Nous nous entendons toujours très bien ».

D'après des analystes, le projet a avorté parce que Cinemark craignait d'être éventuellement bousculée par Seagram, du groupe Bronfman.

En effet l'abandon du projet de fusion survient après l'annonce de l'achat, pour 5,7 milliards \$, du « major » cinématographique MCA par Seagram. Or autant MCA que le trust Charles R. Bronfman actionnaires de Cinéplex Odeon.

Suivant le projet des deux chaînes, MCA aurait détenu 23,2 % de l'entité résultant de la fusion, Lee Mitchell (fondateur de Cinemark) 29,7 %, Paul Broadhead (partenaire de Mitchell) 12,9 % tandis que le trust Bronfman aurait eu 14,8 %.

La fusion était calculée pour que Cinéplex et Cinemark aient des parts égales. Mais l'acquisition de MCA par Seagram amenait le risque pour Cinemark d'être mise en minorité.

« Toute la question tourne autour du contrôle (de l'entité fusionnée) », a affirmé un analyste de la firme Wood Gundy.

Le contrôle de l'aménagement de la forêt revient aux producteurs, et le Donohue de la forêt revient à la nécessité pour les utilisateurs de la forêt de prendre un grand soin de la ressource qui assure leur gagne-pain.

Presse Canadienne
QUÉBEC

■ Le contrôle de l'aménagement de la forêt au Québec et la ressource appartiennent aux producteurs forestiers.

C'est ce qu'a affirmé, hier, le président et chef de la direction de Donohue Inc. Michel Desbiens dans une allocution prononcée devant les membres de l'Association des manufacturiers de bois de sciage du Québec réunis en congrès à Québec.

« Il est plus que temps, a affirmé M. Desbiens, de remettre l'aménagement de la forêt entre les mains des forestiers. Trop "légiférer" la science de l'aménagement forestier ne peut être que malsain ».

Par ailleurs, le grand patron

de la Donohue a insisté sur la nécessité pour les utilisateurs de la forêt de prendre un grand soin de la ressource qui assure leur gagne-pain.

Selon M. Desbiens, les industriels ne pourront jamais prétendre à la gestion de la forêt s'ils sont incapables de se convaincre de la nécessité de réaménager.

« Tous les bénéficiaires de CAA (Contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestiers) doivent être profondément convaincus, a-t-il dit, de la nécessité de l'aménagement forestier et que cette responsabilité leur appartient ».

M. Desbiens a demandé à son auditoire de ne pas se laisser impressionner dans leur action « par les propos alarmistes des conservacionnistes ».

« Si la conservation est une

pratique utile, a-t-il précisé, elle ne peut en aucun cas remplacer la sylviculture, la seule activité capable de sauvegarder et d'améliorer l'état des forêts à long terme ».

Le pdg de la Donohue y est allé aussi de ses suggestions pratiques pour augmenter la productivité et l'accroissement des ressources. Il a demandé que toute diminution de superficie productive à des fins non forestières « soit compensée immédiatement par le reboisement des terres en friche de façon à maintenir au moins la même superficie forestière en production ».

M. Desbiens a expliqué qu'au Québec, il y a quelque 500 000 hectares de terres abandonnées ou en friche dans les zones habitées qui sont improductives.

« Avons-nous les moyens de télé-

rer une telle situation ? », a-t-il demandé.

Selon lui, le reboisement de ces terres abandonnées permettrait d'augmenter la production forestière de quelque 700 000 m³ et de compenser la diminution des territoires forestiers que l'État a décidé d'utiliser à d'autres fins.

M. Desbiens a soutenu que le gouvernement n'a pas d'autres choix que de revoir la façon de faire dans l'exploitation de la forêt en accroissant la possibilité forestière, en la rendant plus accessible et en utilisant pleinement la fibre disponible.

« Toute politique forestière, a-t-il dit, doit garantir à long terme les possibilités de production tout en préservant la vitalité, la stabilité et la pérennité de la forêt ».

Automobile : Washington reste ferme

Agence France-Press
WASHINGTON

■ Les États-Unis ont réaffirmé hier leurs exigences face au Japon sur l'ouverture du marché nippon de l'automobile aux constructeurs américains même s'ils laissent toujours la porte ouverte aux discussions.

Ira Shapiro, un des principaux négociateurs avec le Japon et conseiller du représentant au commerce américain Mickey Kantor, a réitéré la volonté de Washington de mettre en place un programme volontaire d'achats de composants automobiles américains par les constructeurs japonais, point catégoriquement rejeté par Tokyo.

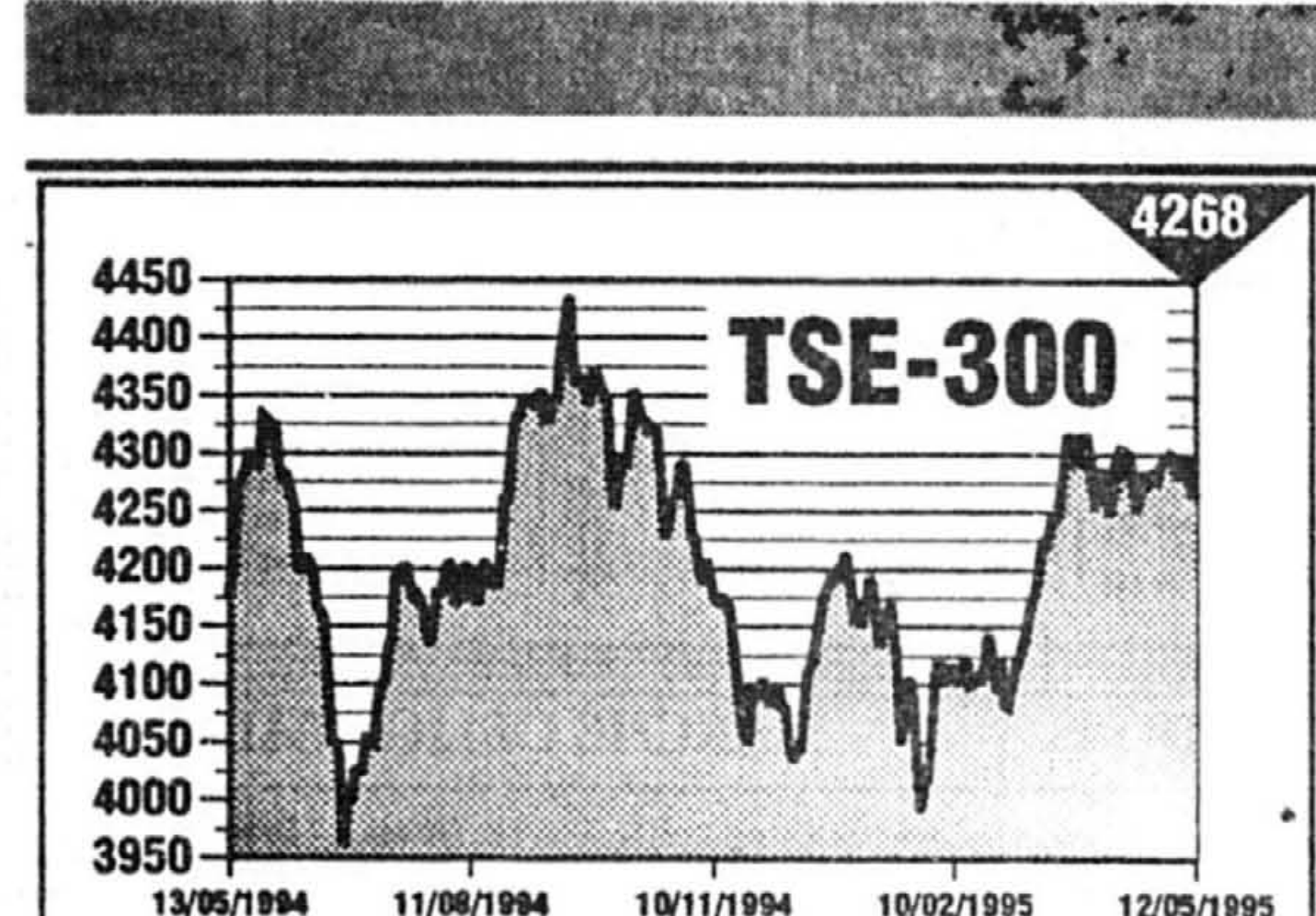
Ce programme, qui a constitué l'un des principaux points de blocage des négociations, est une bonne façon de faire face au problème, a répété M. Shapiro lors d'une conférence de presse. Il a jugé regrettable que le Japon ait ainsi écarté une solution qui aurait pu résoudre le problème.

Notre porte est toujours ouverte mais les négociations ont maintenant atteint une étape sérieuse et il est temps de passer à la prochaine étape, a ajouté M. Shapiro, soulignant : « Nous voulons un accord mais un accord sensé ».

Il a confirmé, sans donner de date, la publication dans les prochains jours d'une liste préliminaire de mesures de rétorsion, au titre de l'article 301 de la loi commerciale américaine. La liste ne sera définitive qu'au bout de trente jours.

Bourse de Vancouver

A cause de difficultés techniques hors de notre contrôle, nous ne pouvons vous présenter aujourd'hui les résultats de vendredi de la Bourse de Vancouver. Veuillez nous en excuser.



Infographie La Presse

Values	Div.	Ventes	Haute	Basse	Ch. %	52 sem.	Haute	Basse	Ch. %	52 sem.
AGFI Cdn	0	20	245	245	0	175	1400	1400	0	1400
AGFI B	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI A	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI C	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI D	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI E	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI F	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI G	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI H	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI I	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI J	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI K	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI L	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI M	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI N	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI O	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI P	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI Q	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI R	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI S	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI T	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI U	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI V	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI W	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI X	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI Y	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI Z	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400

Values	Div.	Ventes	Haute	Basse	Ch. %	52 sem.	Haute	Basse	Ch. %	52 sem.
AGFI Cdn	0	20	245	245	0	175	1400	1400	0	1400
AGFI B	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI A	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI C	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI D	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI E	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI F	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI G	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI H	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI I	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI J	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI K	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI L	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI M	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI N	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI O	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI P	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI Q	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI R	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI S	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI T	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI U	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI V	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI W	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI X	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI Y	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400
AGFI Z	0.50	167	1420	1420	0	1400	1400	0	1400	1400

Infographie La Presse

AGFI Cdn 0 20 245 245 0 175 1400 1400 0 1400 1400

AGFI B 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI A 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI C 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI D 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI E 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI F 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI G 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI H 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI I 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI J 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI K 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI L 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI M 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI N 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI O 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI P 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI Q 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI R 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI S 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI T 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI U 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI V 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI W 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI X 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI Y 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI Z 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI Cdn 0 20 245 245 0 175 1400 1400 0 1400 1400

AGFI B 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI A 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI C 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI D 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI E 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI F 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI G 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI H 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI I 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI J 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI K 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

AGFI L 0.50 167 1420 1420 0 1400 1400 0 1400 1400 1400

190	16.45	oRenvu	9.24	Dynamic Group	6.66	6.82	-CrownVue Prestige	17.10	VivistoQ1	17.10
191	17.23	oT ACRI	45.5	oTm M&F	7.45	7.73	Standard Life	16.39	VivistoQ2	16.39
192	11.57	oUS CR	21.10	Etienne&Pac	5.78	6.05	gM&F	7.57	Vivispace	12.82
193	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
194	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
195	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
196	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
197	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
198	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
199	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
200	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
201	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
202	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
203	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
204	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
205	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
206	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
207	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
208	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
209	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
210	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
211	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
212	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
213	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
214	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
215	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
216	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
217	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
218	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
219	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
220	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
221	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
222	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
223	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
224	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
225	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
226	11.23	oVoter Int	21.10	gB TrfS	5.58	6.05	nC TrfS (Fonds)	6.91	Vivispace	12.82
227	11.23	oVoter Int</								

OPTIONS TRANS-CANADA (TFPNS1000)

LES OBLIGATIONS MARCHE OBLIGATAIRE

	PTA	RETG	WGT.	
Canada	7.75	15sep96	100.68	7.18 -0.11
Canada	8.00	15mar97	101.42	7.14 -0.18

CANADA

Ontario	9.00	15sep04	103.46	8.45	-0.39
Ontario	7.50	7Nov24	86.57	8.78	-0.40
L.B.E.	6.75	20sep03	107.23	9.22	-0.25

(Taux communiqués par Tassé & Associés)

dividendes

Bell Can.	9.20	1jun99	104.62	7.83	-0.37
Bell Can.	9.50	15jun02	106.75	8.22	-0.37
Bell Can.	9.70	15jul02	108.12	8.04	-0.62

Bk Can Imp	9.65	31oct14	106.62	92	-0.37
Cdn Util	9.40	1mai23	105.75	8.84	-0.50
Imasco Ltd	8.38	23jun03	99.12	8.52	-0.37

BOURSES ÉTRANGÈRES

lowest CH	3.30	10/21/2010	106.25	9.00	-0.30	20/11/2011	9.11	2720.12	2737.10	2720.12	2740.74
-----------	------	------------	--------	------	-------	------------	------	---------	---------	---------	---------

Division du Québec